



Local syndical - Hôtel des Finances  
1 Place du Général Billotte - 94040 CRÉTEIL Cedex  
Tél. : 01.43.99.65.48 ou 01.43.99.37.95 ou  
01.41.94.34.64  
Courriel : snuisudtresor.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr

## Compte-rendu de notre non-participation au Comité Technique Local « emplois »

Le comité technique local (CTL) « emplois » - qui porte bien mal son nom ! - était convoqué pour le 19 janvier 2012.

L'Union Snui-Sud Trésor Solidaires a choisi de ne pas y siéger, ne cautionnant pas ces suppressions de postes supplémentaires. Telle a d'ailleurs été la position de l'intersyndicale dans la plupart des autres départements.

L'Union Snui Sud Trésor Solidaires a préféré exprimer clairement le mécontentement des agents face à cette politique désastreuse en installant symboliquement, dès 8h30 sur le parvis de l'Hôtel des Finances de Créteil, des chaises vides matérialisant chacun des sites touchés et le nombre d'emplois supprimés.

De nombreux collègues nous ont rejoint pour s'associer à cette démarche et ont exprimé leur mécontentement au passage de l'équipe de Direction.

Nous sommes ensuite montés en masse pour envahir le CTL et remettre les cahiers revendicatifs des agents exprimant leurs souffrances professionnelles au quotidien.

A cette occasion, l'Union Snui-Sud Trésor Solidaires a expliqué les raisons pour lesquelles elle ne participerait pas à cette mascarade qui consistait à entériner des suppressions de poste. D'autant plus que celles-ci sont déjà actées et présentées aux chefs de service depuis le mardi 17 janvier au matin.

L'Union Snui-Sud Trésor Solidaires n'en oublie pas pour autant les autres revendications des agents, qu'elle exposera à l'administration lors du CTL de la semaine prochaine (26 janvier 2012).

Dans le même temps, des tracts étaient distribués à l'entrée de l'Hôtel des Finances le matin et à la sortie de la cantine pendant la pause méridienne.



Une partie des agents rassemblés derrière les chaises vides symbolisant tous les sites du Val-de-Marne touchés par les suppressions d'emplois, dans la cour de l'Hôtel des Finances publiques de Créteil le 19 janvier 2012.